OPERATION D'URGENCE MAURITANIE 200333

Mise en place de mesures de mitigation et de réponses d'urgence aux populations affectées par la crise alimentaire en Mauritanie	
Nombre de bénéficiaires	381 000
Durée du projet	11 mois (1 février – 31 décembre 2012)
Tonnage vivres PAM	20 363 Mt
Coûts (Dollars Etats-Unis)	
Coûts PAM vivres	7 762 983
Coûts PAM transferts monétaires	4 928 571
Coûts total PAM	**29 666 136**

RÉSUMÉ

La saison des pluies 2011 a connu des déficits très importants - en quantité et en termes de répartition spatio-temporelle - pesant gravement sur la production de la campagne agricole[1] des populations agro-pastorales de la frange sud de la Mauritanie dont l'économie se base sur une agriculture de subsistance. Cette situation, amplifiée par une augmentation du prix du pétrole et des denrées de base importées,[2] met en péril à court et moyen terme la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables et la santé du cheptel du fait de la raréfaction des zones de pâturage et des points d'eau. En conséquence, les populations vulnérables risquent de s'engager de manière précoce dans des stratégies négatives de survie.

Un soutien nutritionnel et la mise en œuvre de filets sociaux sont indispensables pour sauver des vies et préserver les moyens de subsistance des populations urbaines et agro-pastorales affectées par les mauvaises récoltes et l'augmentation du prix des denrées. Ces actions permettraient aussi de freiner un exode rural de grande envergure et de renforcer l'autosuffisance alimentaire parmi les groupes ciblés.

Une réponse incluant plusieurs composantes (vivres et transferts monétaires) par le Gouvernement et les partenaires est nécessaire pour atténuer les effets de la crise alimentaire et nutritionnelle. Le bon niveau des importations des produits alimentaires en

[1] Chute de 40 pour cent de la production par rapport à la moyenne des 5 dernières années, Evaluation CILSS, FAO, FEWS-NET, PAM). Les productions pluviales ont été particulièrement touchées par le déficit.
[2] 70 pour cent des besoins de consommation alimentaires sont importés.

Mauritanie permet une assistance sous forme de transferts monétaires dans les zones où les marchés fonctionnent.

L'insécurité alimentaire est une des principales causes de la malnutrition en Mauritanie chez les enfants en bas âge et les femmes enceintes et allaitantes. Un doublement de la fréquentation est prévu au sein des centres de récupération nutritionnelle ambulatoires pour le traitement de la malnutrition aigue modérée actuellement appuyés par le PAM.[3] La situation nutritionnelle risque de se dégrader dès février 2012 à moins que des actions d'atténuation ne soient mises en œuvre.

A la fin du mois de novembre 2011, le Gouvernement a communiqué son plan de réponse « Emel »,[4] pour couvrir les besoins de 800 000 personnes vulnérables, particulièrement dans la frange sud du pays (de Nouakchott à la frontière malienne). Les agences des Nations Unies et les partenaires techniques et financiers ont donné leur accord pour cofinancer le plan. La réponse du PAM s'inscrit dans le plan du Gouvernement et couvrira approximativement 48 pour cent des bénéficiaires prévus. Le Ministère des Affaires Economiques et du Développement assurera la coordination des actions du plan; le Forum des Urgences[5] constituera la plateforme principale d'échanges entre partenaires opérationnels.

Le PAM soutiendra le plan de réponse aussi à travers l'appui aux banques céréalières villageoises, les transferts monétaires non conditionnels, les distributions gratuites de vivres et les activités de vivres contre actifs qui permettront de consolider les moyens de subsistance et de limiter les stratégies négatives de survie. Les transferts monétaires se dérouleront dans le centre-sud du pays[6] et à Nouakchott, zones où les marchés sont bien approvisionnés et où des actions pilotes similaires ont eu lieu en 2011.[7] En outre, le PAM intensifiera son soutien aux centres de récupération nutritionnelle ambulatoires pour le traitement de la malnutrition aigue modérée chez les enfants en bas âge et les femmes enceintes et allaitantes. Le PAM envisage aussi un programme d'alimentation complémentaire de couverture pour prévenir la malnutrition chez les enfants de moins de 2 ans.

L'opération d'urgence s'inscrit dans l'objectif stratégique 1 du PAM.[8] Les objectifs spécifiques seront : i) la réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë parmi les enfants de 6 à 59 mois; et ii) l'amélioration de la consommation alimentaire et le renforcement de l'autosuffisance alimentaire par la protection des moyens de subsistance parmi les groupes ciblés. L'opération contribuera aux objectifs du Millénaire pour le développement No. 1, 3, 4, 5 et 7.[9]

[3] Référence aux hausses cycliques de la malnutrition en période de soudure (comparaisons SMART et FSMS des cinq dernières années)
[4] Emel ou « Espoir », nom du plan du Gouvernement en réponse à la crise 2012.
[5] Cadre de coordination des urgences mêlant le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, le Système de Nations Unies et les organisations non-gouvernementales.
[6] Assaba, Brakna, Gorgol, Guidhimakha
[7] Par le PAM et des ONGs : Action Contre la Faim-Espagne, Croix Rouge Française et le Groupe de Recherche et d'Echange Technologique.
[8] Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence
[9] OMD 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim; OMD 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; OMD 4: Réduire la mortalité infantile; OMD 5 : Améliorer la santé maternelle ; OMD 7: Assurer un environnement durable.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

Le Contexte Global

1. La République Islamique de Mauritanie a un indicateur de développement humain[10] de 0,483 et se classe à la 159ème place sur 187 pays. La population mauritanienne est de 3,6 millions (dont plus de 50 pour cent sont des femmes), avec un taux d'accroissement annuel de 2,34 pour cent. Près de deux millions de personnes (soit 62 pour cent) vivent dans la pauvreté, dont 42 pour cent dans l'extrême pauvreté.

2. Selon l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) de 2008, le milieu rural contribue à la pauvreté nationale à hauteur de 78 pour cent; près de 60 pour cent des ruraux vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 21 pour cent pour les urbains.[11] La contribution du milieu rural à la pauvreté extrême représente plus de 86 pour cent.

3. Les infrastructures sociales souffrent d'un manque de maintenance, rendant difficile l'accès aux zones reculées. L'environnement a souffert ces dernières années de l'urbanisation anarchique, des prélèvements incontrôlés de bois de chauffe, et du manque de précipitations. La conjoncture macroéconomique est caractérisée par une baisse du taux de change de l'ouguiya par rapport au dollar américain, une augmentation des prix à l'importation et une accélération de l'inflation des prix à la consommation. Ces phénomènes affectent le pouvoir d'achat des ménages vulnérables mauritaniens.

4. Les conflits ethniques de 1989 ont forcé un nombre de Mauritaniens à se réfugier au Sénégal. Pour conclure l'effort de rapatriement commencé en 2008, la Mauritanie procède depuis décembre 2011 au retour de 5 300 réfugiés avec l'appui du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). Ces populations seront directement assistées dans le processus de rapatriement et ensuite pourront être assistées à travers l'opération d'urgence au même titre que les populations hôtes, si elles répondent aux critères de ciblage.

5. Le Gouvernement et les acteurs humanitaires s'attendent à un exode rural important à la recherche d'emplois entre janvier et juin 2012. Cela pourrait avoir un triple impact sur les ménages vulnérables: i) les familles restées au village dans l'attente de revenus seront plus vulnérables; ii) la pression sur les familles hôtes affectera leur pouvoir d'achat et leur sécurité alimentaire; et iii) la saturation du marché des emplois journaliers affectant particulièrement les populations en extrême pauvreté.[12]

La Situation de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

6. Selon l'évaluation des récoltes réalisée par le Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse (CILLS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS-NET) et le PAM, la production céréalière pour la campagne 2011/2012 serait de 116 000 tonnes, soit 40 pour cent de moins que la moyenne quinquennale. Le manque de pluie a également engendré une crise pastorale caractérisée par le manque de points

[10] UNDP, Rapport sur le développement humain 2011.
[11] Les conditions économiques actuelles et la migration rurale forcée auront très probablement des conséquences sur l'augmentation de ce taux dans les mois à venir (risque de soulèvement social « manifestation de la faim »)
[12] *Save the Children*. Etude HEA, 2009. Nouakchott.

d'abreuvement et de pâturages. Selon le Ministère de l'Agriculture, un taux de mortalité du bétail de 7 pour cent était constaté en août.

7. L'alerte de FEWS-NET de novembre 2011 indique que la chute de production agro-pastorale a ébranlé les moyens d'existence des ménages.[13] Les ménages pauvres dépendent largement de l'agriculture pour couvrir leur besoins alimentaires et générer des revenus supplémentaires. La chute de production fera augmenter la part des aliments achetés sur le marché (de 30-40 pour cent en moyenne à 45-60 pour cent en 2012). Ainsi, la part des dépenses dédiées à l'alimentation doublera du fait du manque de revenus et de l'augmentation des prix.

8. Les zones agro-pastorales de l'est et du sud connaissent une insécurité alimentaire chronique, particulièrement marquée lors de la période de soudure d'avril à septembre. L'enquête de sécurité alimentaire réalisée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) et le PAM en juillet 2011 estime que 21 pour cent de la population souffre d'insécurité alimentaire[14] (dont 8 pour cent sous sa forme sévère et 13 pour cent modérée). Les plus forts taux d'insécurité alimentaire ont été relevés dans les zones affectées par les déficits pluviométriques, soient les régions administratives de Hodh Chargui (57 pour cent), Gorgol (28 pour cent), Assaba (28 pour cent) et Guidimakha (27 pour cent). Le nombre de personnes dont la consommation alimentaire est qualifiée de 'pauvre' ou 'limite' est passée de 208 000 en janvier 2011 à 428 000 en juillet 2011.[15]

9. Les résultats préliminaires de l'enquête réalisée en décembre 2011 indiquent des taux d'insécurité alimentaire de 24 pour cent en nette hausse comparativement à décembre 2010 (8.3 pour cent) et supérieurs à ceux de juillet 2011 (21 pour cent). Les ménages de cultivateurs et d'agro-pasteurs disposent de 2 mois de couverture contre 5 à 6 mois en année normale.

10. Avant que la crise ne se profile, les prix alimentaires étaient déjà élevés en Mauritanie, un pays dépendant à 70 pour cent des importations pour son approvisionnement alimentaire. Les prix des céréales sur le marché international constituent un déterminant de la sécurité alimentaire dans la majeure partie du pays,[16] en particulier dans les zones urbaines et les zones à production agricole déficitaire.[17] Les prix du blé demeurent à des niveaux élevés depuis fin 2010.

11. L'enquête des marchés réalisée par le PAM, le CSA et Action Contre la Faim-Espagne (ACF-E) en décembre 2011 a confirmé une bonne intégration des marchés du riz et du blé en provenance majoritairement des marches européens et asiatiques. Ce n'est cependant pas le cas pour les céréales sèches en provenance du Mali[18] dont les volumes de production sont plus aléatoires et les prix plus volatiles.[19]

12. Suivant cette même enquête, il ressort que la zone d'agriculture pluviale connaît une forte augmentation des prix des céréales sèches, une augmentation des approvisionnements en blé à partir de Nouakchott et en céréales sèches à partir du Mali. Le marché du bétail fonctionne difficilement, sous l'effet de vente massive des petits ruminants (déstockage), facteur qui pèse sur les revenus des ménages en milieu rural.

[13] FEWS-NET (2011). http://www.fews.net/docs/Publications/Mauritania_Alert_2011_11_en.pdf *"Mauritania food security alert. Above average needs for emergency food assistance in 2012"*
[14] Basé sur le score de consommation alimentaire.
[15] PAM et CSA, janvier et juillet 2011. Nouakchott: Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire en Mauritanie.
[16] FAO *"Tight cereal markets as food prices increase again"*, March 2011. http://www.fao.org/news/story/en/item/51913/icode/
[17] PAM et CSA Nouakchott : Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire, March 2010.
[18] Le Mali est par ailleurs aussi touché cette année par une chute de ses productions en céréales traditionnelles.
[19] CSA, PAM et ACF-E. décembre 2011. Nouakchott : Marché et Réponse à la Crise Alimentaire.

13. Les déficits alimentaires causés par la baisse des productions alimentaires et des revenus peuvent exacerber des taux de malnutrition déjà élevés. L'enquête SMART[20] conduite par le Ministère de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en juillet 2011, révèle un taux national de malnutrition aiguë globale de 10,9 pour cent contre 12,2 pour cent en juillet 2010. La malnutrition aiguë sévère reste identique autour de 1 pour cent.[21] Les régions de Guidimakha, Assaba, Gorgol, et du Brakna présentent des prévalences de malnutrition aiguë globale supérieures au seuil d'urgence de 15 pour cent.[22] La région de Hodh El Chargui enregistre également un taux de malnutrition aiguë globale proche du seuil d'urgence (14,8 pour cent). Dans leurs plans prévisionnels 2012, l'UNICEF et le Ministère de la Santé ont prévu un doublement (voire triplement) des cas de malnutrition globale.

14. Selon la même enquête SMART, 20 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance. Une alimentation pauvre en vitamine A, en fer, en zinc et autres micronutriments est répandue. A noter que 65 pour cent des apports caloriques proviennent des céréales. Les causes principales de la malnutrition sont i) un accès insuffisant à l'alimentation diversifiée et nutritive; ii) des pratiques inadéquates d'alimentation des nourrissons; iii) des pratiques de soins inadaptées pour les nourrissons, les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes; iv) un accès insuffisant aux services de santé; et v) un faible accès des femmes à l'éducation et l'information nutritionnelle.[23]

TABLEAU 1: PREVALENCE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA MALNUTRITION AIGUE DURANT LA PERIODE DE SOUDURE – JUILLET 2011 (%)

Région	Insécurité Alimentaire			Malnutrition Aigüe Globale
	Sévère	Modérée	Globale	
Trarza	0.8	3.7	4.5	5.9
Brakna	3.3	9.6	12.9	18.0
Gorgol	10.4	18.1	28.5	15.7
Guidhimakha	6.7	19.9	26.5	15.0
Assaba	4.0	22.4	26.4	15.3
Tagant	15.0	18.8	33.8	9.5
Hodh El Gharbi	16.9	27.1	44.0	12.4
Hodh Chargui	33.3	23.9	57.2	14.8
Total	**8.0**	**13.1**	**21.1**	**10.9**

Scenarios

15. Les marchés céréaliers continueront à assurer la disponibilité des produits, mais à des niveaux de prix élevés. Le marché régional des céréales sèches restera tendu. En l'absence

[20] Etude pour mesurer les taux de malnutrition : Spécifique, Mesurable, Réalisable, Pertinent et Assorti d'un Délai.
[21] Les populations n'étaient pas encore touchées par les conséquences de la mauvaise pluviométrie, le mois de juillet 2011 étant le tout début de l'hivernage.
[22] Une étude doit être conduite en collaboration avec l'UNICEF dans le cadre de l'initiative REACH pour analyser les déterminants de la malnutrition par zone de moyen d'existence en Mauritanie.
[23] UNICEF, 2008. Malnutrition in the Sahel. Disponible à : http://www.unicef.org/wcaro/2009_2819.html

de demande ou d'intervention pour le déstockage des petits ruminants, leurs prix évolueront à la baisse jusqu'à la prochaine saison pluvieuse. Les localités enclavées de la zone d'agriculture pluviale connaîtront, en revanche, une soudure marquée par la raréfaction des céréales sèches et l'enclavement d'ici l'hivernage;[24] les ménages connaîtront une dégradation continue de leur pouvoir d'achat, compte tenu de la faiblesse des revenus et des prix élevés.[25]

16. Suite à la mauvaise campagne agricole 2011, les besoins d'assistance alimentaire d'urgence augmenteront, en particulier lors de la saison de soudure, de mars à août dans la zone agro-pastorale et d'avril à septembre en zone d'agriculture pluviale (en année normale). En moyenne,[26] quelques 400 000 personnes se trouvent, chaque année, en situation d'insécurité alimentaire sévère ou modérée durant la période de soudure. Cette année, les populations les plus vulnérables n'ont pas connu de répit et seront en conséquence confrontées à une période de soudure prolongée de mars 2011 à septembre 2012.

17. Les projections de FEWS-NET et du PAM au mois d'octobre 2011 indiquent que 800 000 personnes pourraient être en insécurité alimentaire dès février 2012.[27] L'enquête de sécurité alimentaire des ménages de décembre 2011[28] permettra de confirmer les tendances et l'augmentation des taux de prévalence de malnutrition et d'insécurité alimentaire au fur et à mesure de la période de soudure. Compte tenu des leçons apprises au cours des crises précédentes, la situation nutritionnelle mérite un suivi rapproché.[29]

18. Un suivi rapproché au démarrage de la prochaine campagne agricole est essentiel et une évaluation des récoltes sera aussi effectuée en fin de campagne.[30] Une révision budgétaire de l'opération d'urgence sera préparée en fonction de l'évolution de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

POLITIQUES, CAPACITES, ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET AUTRES

Politiques, Capacités et Actions du Gouvernement

19. Le Gouvernement a communiqué son plan de réponse (plan Emel[31]) pour couvrir les besoins de 800 000 personnes vulnérables, particulièrement dans la frange sud du pays (de Nouakchott à la frontière malienne). Le plan prévoit l'engagement du Gouvernement dans quatre volets d'action: a) des distributions gratuites (blé, sucre et huile) visant à couvrir les besoins de 559 000 personnes sur 5 mois à partir de mars 2012 ; b) soutien direct à 2 000 banques céréalières[32] (92 000 tonnes de blé, sucre et huile subventionnées sur 8 mois); c) un soutien direct aux boutiques de solidarité (108 000 tonnes de denrées de premières nécessités); et d) une composante de sauvetage du cheptel (312 000 tonnes de fourrage subventionné et vaccination). Une «loi des finances» pour 2012 couvrirait pour moitié le coût d'une telle opération, les partenaires humanitaires étant appelés à couvrir la partie restante.

[24] Qui débutera en juin.
[25] *Ibid.*
[26] Moyenne quinquennale.
[27] PAM et FEWS-NET. Note d'information sur la Sécurité Alimentaire, octobre 2011. Nouakchott. Cette analyse a été faite sur base de donnés secondaire et basé sur une approche de des moyens d'existences.
[28] FSMS CSA/PAM.
[29] UNICEF. 2008. Malnutrition dans le Sahel. Disponible à: http://www.unicef.org/wcaro/2009_2819.html
[30] Par les institutions spécialisées : Ministère de Développement Rurale; FAO; CILLS.
[31] Il s'agit d'un plan cofinancé Gouvernement/Partenaires.
[32] Stocks Alimentaires Villageois de Sécurité.

Politiques, Capacités et Actions des Autres Acteurs Majeurs

20. Lors de la réunion du Forum des urgences fin novembre 2011, les agences du Système de Nations Unies ont apporté leur soutien au plan du Gouvernement. L'UNICEF va (i) doubler ses appuis aux enfants en malnutrition aigue sévère (soit 15 000 bénéficiaires en 2012); (ii) mettre en place un programme spécial « eau et assainissement » dans les zones fortement touchées par la crise; (iii) en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), va lutter contre les maladies infectieuses. La FAO va (i) appuyer l'approvisionnement en aliments bétail; (ii) renforcer la prévention des maladies du bétail; (iii) promouvoir les semences améliorées. Certaines organisations non-gouvernementales (ONG) internationales se sont aussi déjà positionnées[33] pour intervenir dans les activités nutritionnelles, d'hygiène, eau et assainissement et effectuer des transferts sociaux. Le PAM prévoit une collaboration directe et complémentaire avec tous ces acteurs et s'appuiera aussi sur des ONG locales pour la mise œuvre de ces différentes activités. Les autorités locales coordonneront les activités des partenaires sur le terrain.

Coordination

21. L'organe principal de coordination sera placé sous la tutelle du Ministère des Affaires Economiques et du Développement. Les partenaires techniques et financiers et les ONG continueront à échanger dans le cadre formalisé du Forum de coordination des urgences. Compte tenu de la dimension fondamentalement alimentaire de cette crise, le PAM est appelé à jouer un rôle croissant au sein de ce forum.

LES OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

22. L'opération d'urgence est en ligne avec la stratégie régionale du PAM de réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel en 2012, laquelle privilégie une réponse respectant les principes suivants: i) intervention basée sur un appel du Gouvernement et un plan national de réponse à la crise, et élaborée en concertation avec les partenaires; ii) démarrant dans les meilleurs délais possibles; iii) priorisation géographique sur la base des conclusions et recommandations des enquêtes de vulnérabilité et nutritionnelles; iv) s'appuyant sur un système de ciblage visant à atteindre les ménages les plus vulnérables; v) s'appuyant sur une combinaison d'activités de sécurité alimentaire (vivres/cash contre travail, distribution ciblée de vivres/cash, banques céréalières, etc.) et nutritionnelles (prévention ciblant les enfants de 6 à 23 mois, et les femmes enceintes et allaitantes, traitement de la malnutrition aigue modérée au niveau des centres de récupération nutritionnelle).

23. L'assistance apportée par le PAM a été préparée en concertation étroite avec les partenaires. Elle vise à maintenir au maximum les populations actives dans leurs zones d'existence, préserver les stocks semenciers locaux et les actifs productifs (outils, bétail de traction, etc.), maintenir les conditions favorables à la relance des activités agricoles en juin 2012 et à éviter un redoublement de la crise en 2012/2013. La réponse sera orientée vers l'objectif stratégique 1 « Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence ». Les objectifs spécifiques seront : i) la réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë parmi les enfants de 6 à 59 mois (à travers la prise en charge de la malnutrition aigue modérée et le programme d'alimentation complémentaire de couverture); et ii) le renforcement de l'autosuffisance alimentaire par la protection des

[33] ACF-E, Croix Rouge Française (CRF), Groupe de Recherche et d'Echange Technologique (GRET), Oxfam, World Vision

moyens de subsistance parmi les groupes ciblés (appui au banques céréalières, vivres contre actifs, distributions gratuites de vivres et transferts monétaires). Cette opération d'urgence contribue aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1, 3, 4, 5 et 7.[34]

BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

24. Le PAM s'est penché sur les synergies possibles entre la présente opération d'urgence 2012 et le programme de pays (2012-2016)[35] en cours, en termes d'activités mises en œuvre et de bénéficiaires ciblés. Le programme de pays cible 9 régions avec des activités de nutrition, cantines scolaires et développement rural. Le programme de pays continuera à cibler les populations souffrant d'insécurité alimentaire chronique. L'opération d'urgence répond quant à elle plus particulièrement aux besoins des populations affectées par la sécheresse de 2011-2012.

25. Le PAM compte couvrir approximativement 48 pour cent des 800 000 personnes estimées en insécurité alimentaire en 2012 en tablant que le Gouvernement et les autres partenaires couvriront les 52 pour cent restants.[36] Les récents achats et financements reçus par le Gouvernement laissent penser que ce dernier parviendra à mettre en œuvre une partie du plan.

26. Le ciblage initial des actions sera orienté vers les quatre régions prioritaires: Gorgol, Brakna, Assaba et Guidhimakha.[37] Pour des raisons de sécurité, les activités appuyées par le PAM dans le Hodh el Gharbi et le Hodh Chargui seront limitées. Il sera demandé au Gouvernement d'y intervenir de manière préférentielle. Des opérations de ciblage suivant la méthode « zone à risque » permettront d'identifier les villages particulièrement touchés. Au sein de ces villages, les ménages les plus pauvres seront identifiés sur la base de critères socio-économiques (accès a l'eau, habitat, revenus, etc.).

[34] OMD 1: Réduire l'extrême pauvreté et la faim; OMD 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; OMD 4: Réduire la mortalité infantile; OMD 5 : Santé maternelle ; OMD 7: Assurer un environnement durable.

[35] Programme de pays 200251.

[36] Cela correspond au stade actuel aux prévisions réalistes issues des différentes rencontres avec les autorités et partenaires.

37 Les interventions du PAM en Mauritanie ne se limitent pas aux frontières administratives des régions et couvrent les zones de moyen d'existence. Par conséquent, le PAM débordera des frontières administratives et interviendra en fonction des besoins dans d'autres régions et notamment le Tagant, le Trarza, etc.

TABLEAU 2: BENEFICIAIRES PAR ACTIVITE

Activité	Bénéficiaires		
	Homme	Femme	Total
CRENAM – enfants de 6 à 59 mois	20 133	19 988	40 120
CRENAM – femmes enceintes ou mères allaitantes	0	14 111	14 111
CRENAM – assistants sanitaires	0	1 280	1 280
Programme d'alimentation complémentaire de couverture – enfants de 6 à 23 mois	6 033	5 989	12 022
Appui aux banques céréalières villageoises	107 416	106 644	214 060
Distribution gratuite –Transferts monétaires – Urbain	20 072	19 928	40 000
Distribution gratuite –Transferts monétaires – Rural	27 599	27 401	55 000
Distribution gratuite – Vivres – Rural	27 599	27 401	55 000
Vivres contre actifs	12 545	12 455	25 000
Total	**221 398**	**235 196**	**456 594**
Total ajusté*	**184 409**	**196 934**	**381 343**

*Le total exclu le chevauchement interactivité déterminé à travers les zones de couverture et les cibles spécifiques par activité

27. **Traitement de la malnutrition aigue modérée:** Les enfants et femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aigue modérée (MAM) recevront des rations sèches supplémentaires durant 3 mois et participeront tous les 15 jours à des séances de sensibilisation nutritionnelle sur différents sujets (alimentation, hygiène, etc.). Le PAM interviendra à travers 640 centres de récupération nutritionnelle ambulatoires (CRENAM) et doublera les cas normalement pris en charge dans ces derniers. Les bénéficiaires des CRENAM seront identifiés grâce à des dépistages systématiques (à l'aide du périmètre brachiale) conjointement avec l'UNICEF et le Ministère de la Santé. Pour éviter la rechute des malades souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS), le PAM et l'UNICEF renforceront leur collaboration pour s'assurer que les enfants guéris de la MAS soient référés vers les CRENAMs. Les critères d'admission et de sortie du CRENAM suivent le protocole national de prise en charge de la malnutrition.[38] Cette activité prévoit également une assistance alimentaire aux 1,280 auxiliaires communautaires qui assurent la gestion des CRENAM avec l'appui des ONGs.

28. **Programme d'alimentation complémentaire de couverture:** Afin de prévenir la malnutrition, le PAM soutiendra également un programme d'alimentation complémentaire

[38] Critères d'Admission du CRENAM : Enfants de 6 mois à 5 ans souffrant de malnutrition modérée ont un périmètre brachial (PB) entre 11 et 12,5 cm ou un indice poids/taille entre 70 et 80 pour cent de la médiane; Les enfants déchargés du CRENAS ou CRENI sont référés par les structures sanitaire dans lesquelles ils étaient traités; Femmes enceintes et femmes allaitantes nutritionnellement vulnérables avec un PB inférieur a 23 cm (ce critère est plus large que celui définit dans le protocole national qui est : PB < 21 cm). Critères de Sortie du CRENAM : Enfants de 6 mois à 5 ans avec PB > 13,5 cm ou indice Poids/Taille > = 85% de la médiane pendant 2 mesures consécutives séparées de 15 jours; Enfants déchargés du CRENAS ou CRENI après 4 mois; Enfants non répondants au traitement qui passent 4 mois au CRENAM sans atteindre les critères de sortir (à référer aux structures sanitaires pour investigation); Femmes enceintes ou allaitantes avec PB > 23 cm (l'accouchement n'est pas un critère de sortie); Femmes allaitantes dont les enfants atteignent l'âge de 6 mois; Abandon: Bénéficiaires absents à 2 distributions consécutives.

de couverture ciblant tous les enfants âgés de 6 à 23 mois. Puisqu'il s'agit d'une expérience pilote pour le PAM en Mauritanie, le choix de la zone d'intervention a été limité pour se concentrer spécifiquement dans la région du Gorgol ou le taux de malnutrition aiguë globale est de 15.7 pour cent.[39] Le PAM utilisera la liste des villages retenus pour les stocks alimentaires villageois de sécurité (SAVS)[40] dans le Gorgol pour le ciblage; les stocks de vivres des SAVS joueront un rôle de protection de la ration complémentaire de couverture optimisant ainsi son impact. Des équipes de recensement visiteront les villages pour établir une liste de tous les enfants de 6 à 23 mois. Compte tenu de la mobilité de la population, le PAM vise un taux de couverture de 75 pour cent d'enfants. Une extension géographique du programme d'alimentation complémentaire de couverture est envisageable selon l'évolution de la situation nutritionnelle.

29. **Appui aux stocks alimentaires villageois de sécurité**: Les SAVS sont des banques de céréales servant de filet de sécurité aux communautés vulnérables qui vivent dans des zones rurales isolées. Ces stocks sont constitués par le PAM pendant la période de soudure, les céréales étant revendues aux villageois à des prix inférieurs à ceux du marché. Les achats de produits alimentaires pour reconstituer les stocks se font après la récolte, lorsque la qualité est bonne et que les prix sont bas. Le PAM a planifié un appui à 1 100 SAVS (sur un total de 3 500 déjà existants) dans les zones affectées par la crise. Sur la base des constats de l'étude menée par le CSA et le PAM en octobre 2011,[41] le PAM veillera à sélectionner les SAVS les plus performants dans un souci d'optimisation. Cette étude fait ressortir que les SAVS sont de bons outils de sécurité alimentaire.[42] Le PAM encouragera la solidarité villageoise lors de séances de communication avant le réapprovisionnement des SAVS ainsi qu'il veillera dans son ciblage à ne pas perturber d'autres initiatives similaires (stocks alimentaires communautaire de sécurité, coopératives).

30. **Transferts monétaires en zone urbaine (distributions gratuites)***:* Suite aux deux activités pilotes que le PAM a menées en 2011 dans le Gorgol et à Nouakchott, il ressort que les bons alimentaires sont une bonne modalité pour lutter contre l'insécurité alimentaire (70 pour cent des dépenses des bénéficiaires s'orientent vers les besoins alimentaires), mais complexe dans leur administration dans le contexte mauritanien. Les transferts monétaires se justifient par la précarité et la baisse continue du pouvoir d'achat des ménages. La valeur alpha pour les zones rurales concernées par l'assistance est favorable à cette modalité (0.9). Cette valeur est de 1.2 pour les marchés de Nouakchott, moins favorable pour les transferts monétaires.[43] Cependant, les importations supplémentaires de vivres mettront du temps à arriver dans le pays et le transfert monétaire est incontournable pour permettre au PAM d'apporter une assistance durant les premiers mois de 2012.

31. A Nouakchott, les transferts monétaires profiteront à 40 000 bénéficiaires pendant 6 mois mais commenceront un mois après les interventions en milieu rural, pour éviter un flux migratoire vers la capitale. Le PAM ciblera en particulier les quartiers très pauvres

[39] Le Gorgol étant une région cumulant des taux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition et étant caractérisée par une population plus sédentaire que les régions avec les taux plus proéminent (moyens d'existence).
[40] Très répandus dans l'espace.
[41] PAM et CSA. Etude de Diagnostic des Stocks Alimentaires Villageois de Sécurité (SAVS) en Mauritanie, décembre 2011. Nouakchott.
[42] Les visites de terrain et entretiens avec les autorités locales concordent sur l'importance capitale que jouent les SAVS dans l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations, dans l'accessibilité des plus pauvres aux vivres, dans le maintien des prix à un niveau raisonnable et dans la disponibilité de vivres localement pendant toute l'année.
[43] Calcul effectue par le Bureau Régional du PAM à partir des prix de septembre 2011 et des couts pour le PAM pour l'importation des denrées.

d'Arafat, Ryad et Toujounine. Le système de ciblage des ménages[44] sera administré par un comité de pilotage présidé par le Gouverneur de région; 45 comités de quartier pré-identifieront les bénéficiaires suivant des critères admis de la vulnérabilité. Des enquêteurs professionnels vérifieront par la suite la qualité du pré ciblage et confirmeront la liste initiale. Cet exercice sera co-piloté par l'Office National des Statistiques sous le contrôle de la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Les ménages identifiés seront les ménages en « extrême pauvreté » suivant la définition de l'étude EPCV 2008. Les résultats sont attendus en février 2012.

32. **Transferts monétaires ruraux et distributions alimentaires gratuites :** En zone rurale, 55 000 bénéficiaires recevront des transferts monétaires de février à mai 2012. Le PAM mènera des missions d'identification des ménages grâce aux enquêtes socio-économiques avec la participation des communautés bénéficiaires. Il est envisagé d'assister ces personnes dans la première phase (février-mai) avec des transferts monétaires et de juin à septembre avec des vivres car on s'attend à une baisse de disponibilité sur les marchés ruraux. Au moment de passer d'une modalité à l'autre, le PAM réexaminera la situation pour ajuster le ciblage. L'opération du PAM vise particulièrement à couvrir les besoins de base des agro-pasteurs appauvris du sud du pays. Les ménages vulnérables ayant à leur tête des femmes seules ou comportant des personnes handicapées ou atteintes de maladies entravant leur capacité à travailler seront préférentiellement assistés, de même que les familles vulnérables ayant des enfants en bas âge et/ou des femmes enceintes et allaitantes.

33. **Vivres contre actifs** *:* Les activités de vivres contre actifs cibleront particulièrement les zones de production au long du fleuve Sénégal et plus marginalement les zones pluviales et agropastorale. Les activités de VCA impliquant des femmes viseront à leur éviter tout travail pénible ou pouvant les exposer à des risques. L'objectif de cette assistance alimentaire est la réhabilitation d'infrastructures communautaires ayant un effet de levier sur l'autosuffisance alimentaire des communautés vulnérables ainsi que sur leur diversité alimentaire. Le mode de ciblage et les systèmes de suivi seront administrés suivant les mécanismes actuels et en pleine collaboration avec le CSA et la FAO.

[44] Ce système est nouveau et a été demandé par le Gouvernement avec l'intention de le répéter dans les autres régions du pays.

TABLEAU 3 : CALENDRIER DES DIFFERENTES ACTIVITES - 2012

Modalité	Zones	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
CRENAM - enfants de 6 à 59 mois et femmes enceintes ou allaitantes	Nouakchott, Traza, Gorgol, Brakna, Assaba, Guidhimakha, Hodh el Gharbi, Hodh Chargui											
Programme d'alimentation complémentaire de couverture - enfants de 6 à 23 mois	Gorgol											
Stocks alimentaires villageois de sécurité	Traza, Gorgol, Brakna, Assaba, Guidhimakha, Hodh el Gharbi, Hodh Chargui											
Distributions gratuites — monétaire – Urbain	Nouakchott											
Distributions gratuites – – monétaire – Rural	Gorgol, Brakna, Assaba, Guidhimakha											
Distributions gratuites – vivres – Rural	Gorgol, Brakna, Assaba, Guidhimakha											
VCA	Vallée du fleuve Sénégal[45]											

34. En 2012, la saison de soudure s'étendra de mars à septembre avec un pic de mai à juillet. Ainsi, le calendrier et la séquence des activités ont été conçus pour stabiliser les populations rurales dans leurs zones d'existence et pour créer les conditions favorables au moment des préparatifs agricoles (juillet 2012).

35. Les pastoraux seront aussi touchés par cette sécheresse, surtout dans leur accès aux pâturages et à l'eau. On ne sait pas encore dans quelle mesure le Mali, confronté à une situation similaire pourra continuer à approvisionner la Mauritanie en une zone de repli pour le cheptel. Dans le plan « Emel », le Gouvernement a focalisé une grande partie de sa réponse sur ce groupe et le PAM ciblera les ménages les plus vulnérables ayant une consommation alimentaire très limitée.

36. Pour l'ensemble des activités, l'objectif est d'avoir 50 pour cent de femmes dans les comités de gestion, tout en respectant les spécificités culturelles locales.

CONSIDERATIONS NUTRITIONNELLES ET RATIONS / TRANSFERTS

37. Les rations alimentaires ont été conçues pour répondre aux habitudes de consommation des populations. Les rations supplémentaires (CRENAM) respectent le protocole national de lutte contre la malnutrition en Mauritanie. La ration complémentaire de couverture sera composée de « supercereal plus ».[46] Les femmes auxiliaires des CRENAM recevront des rations familiales journalières forfaitaires composées de céréales, légumineuses et huile végétale 20 jours par mois.

[45] Parties du Gorgol, Guidhimakha, et Traza.

[46] Super cereal plus est un mélange maïs-soja et lait en poudre pour satisfaire les besoins nutritionnels des enfants de moins de 2 ans.

38. La céréale la plus largement consommée en Mauritanie est le blé. Le riz est très consommé par les populations rizicultrices méridionales du pays. Les autres denrées consommées et produites localement sont le mil et le sorgho. L'accès au bois de chauffe est une contrainte constante, compte tenu de l'important déboisement. Toutefois, le PAM appuiera l'élargissement des programmes existants de reboisement des partenaires et de sensibilisation à l'utilisation responsable des ressources naturelles.

TABLEAU 4: RATION ALIMENTAIRE / TRANSFERTS PAR ACTIVITE
(g/personne/jour)

	CRENAM <5 ans et PLW	CRENAM Auxiliaire	Alimentation complémentaire de couverture	SAVS	Distribution gratuite Monétaire Urbain	Distribution gratuite Monétaire Rural	Distribution gratuite Vivres Rural	VCA
Céréales		200		400			500	500
Légumineuse		50					40	40
Huile	25	30					20	20
Supercereal (sans sucre)	250							
Supercereal +			200					
Sel							5	5
Sucre	20							
Transferts monétaires (US$/pers/jour)		1,667			0,3571[47]	0,3571		1,667
Total	**295**	**280**	**200**	**400**	**0.3571**	**0.3571**	**565**	**565**
Total kcal / jour	***1300***	***1 136***	***760***	***1 456***			***2 131***	***2 131***
%Kcal d'origine protéique		**12**	**21**	**53**			**82**	**82**
%Kcal d'origine lipidique		**17**	**14**	**5**			**57**	**57**
Nombre de jours d'alimentation par an	**90**	**200**	**90**	**120**	**180**	**120**	**120**	**90**

[47] Le montant mensuel est de 15 000 Ouguiya, le taux de change utilisé (US$1=280 MRO) est la moyenne sur les 11 premiers mois de 2011 afin de lisser les fluctuations liées aux taux de change.

TABLEAU 5: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES / TRANSFERTS PAR ACTIVITE *(mt / dollars)*

Type de vivres / transferts	CRENAM <5 ans et PLW	CRENAM Auxiliaire	Alimentation complémentaire de couvert-ure	SAVS	Distrib-ution gratuite Monétaire Urbain	Distrib-ution gratuite Monétaire Rural	Distri-bution gratuite Vivres Rural	VCA	Total (mt/ dollars)
Céréales		51		10 275			3 300	1 125	14 751
Légumineuses		13					264	90	367
Huile	407	8					132	45	592
Super Cereal	4 067								4067
Super Cereal +			217						217
Sel							33	12	45
Sucre	325								325
Transferts monétaires					2 571 500	2 357 200			4 928 700
Total (mt)	**4 799**	**72**	**217**	**10 275**			**3729**	**1272**	**20 363**
Total (US$)					**2 571 500**	**2 357 200**			**4 928 571**

39. La valeur du transfert monétaire en zone urbaine et rurale sera de 15 000 Ouguiya (US$53.60) par ménage par mois correspondant à 50 pour cent du salaire minimum. Le panier alimentaire à une valeur de 2,131 kcals et le montant à distribuer permet d'en couvrir le coût.[48]

40. Les bénéficiaires des distributions gratuites et vivres contre actifs recevront une assistance à travers un panier alimentaire égal à une ration standard de VCA pour assurer l'équilibre dans les consommations alimentaires.

MODALITES D'EXECUTION

41. *Partenariats*: Le nombre de partenaires de mise en œuvre nationaux ou internationaux est suffisant dans le pays pour mener les programmes sans implémentation directe du PAM. Afin de maximiser les résultats/impacts des projets, les partenaires seront choisis selon leur niveau d'expertise et leur implantation géographique effective dans les zones d'action.

42. *Interventions nutritionnelles :* En sus des actions de dépistage de grande envergure, les CRENAM s'occuperont du dépistage zonal. Le volet opérationnel concernant les CRENAM impliquera une révision de la qualité du service dans ces structures, afin d'améliorer leur rayon d'action. Le PAM renforcera ses capacités pour mettre en œuvre le programme d'alimentation complémentaire de couverture. Les modalités de cette activité

[48] 101 pourcent pour Nouakchott et 105 pour cent pour la zone rurale, PAM, CSA, FEWS-NET, ACF-E. Suivi d'Information des Marchés, octobre 2011. Nouakchott.

sont en cours de réflexion mais le PAM compte bénéficier de l'expérience de l'UNICEF dans ce domaine à Tagant.

43. *Stocks alimentaires villageois de sécurité:* Le PAM (ré) approvisionnera gratuitement les SAVS avec en moyenne de 5 à 10 tonnes de blé par livraison qui sera ensuite revendu à prix subventionné[49] aux populations pauvres du village.[50] Le retour monétaire de ces ventes[51] et les disponibilités financières actuelles des comités de gestion de SAVS permettront une augmentation des rotations de stocks. Le suivi des activités SAVS sera conjointement coordonné par le CSA et le PAM et mise en œuvre par des ONG nationales.

44. *Transferts monétaires urbains et ruraux:* Plusieurs partenaires comptent collaborer avec le PAM et le CSA dans la mise en œuvre des transferts monétaires.[52] Des ONGs nationales et le PAM collaborent déjà sur l'opération de transfert en cours au Gorgol et maintiendront leurs rôles en raison de la qualité de leur travail et de leur connaissance des zones d'intervention. L'évaluation des institutions financières réalisée par le PAM a retenu la Banque Mauritanienne pour le Commerce International (BMCI) comme partenaire financier notamment grâce à son nouveau produit de transfert par téléphonie mobile. Bien que les détails de la mise en œuvre opérationnelle et financière restent à définir, les expériences précédentes ont confirmé qu'il est plus efficace et rapide de répondre avec des transferts monétaires.

45. Les transferts monétaires seront exécutés grâce au système « *phone banking* ». Les montants seront transférés à des commerçants relais de la BMCI au niveau des sites d'intervention. Les téléphones utilisés pour recevoir les informations bancaires demandent une technologie spéciale. Ainsi, l'opération prévoit qu'il y ait un téléphone par commerçant pour 15 à 30 ménages bénéficiaires (une partie de ces téléphones sera financée par la BCMI). Pour assurer la transparence des transferts, des SMS seront envoyés aux bénéficiaires pour signifier les transferts aux commerçants. Le PAM et ses partenaires continueront la sensibilisation et le suivi post transfert pour s'assurer que les bénéficiaires ont bien reçu leurs montants.[53]

46. *Vivres contre actif :* Les activités de VCA ainsi que les zones d'action seront identifiées à travers les cadres régionaux de concertation multi-institutionnels. Compte tenu des problèmes fonciers rencontrés dans la région, il est convenu de n'effectuer que des travaux sur des infrastructures existantes, chenaux d'évacuation et routes secondaires notamment, par des partenaires déjà engagés dans le schéma du VCA (*Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* - GIZ, ECODEV, ACF, etc.). Ces activités auront lieu en dehors de la période d'activité agricole des ménages ruraux afin de ne pas perturber la saison de préparation agricole. Afin de compenser la perte en couvert forestier, des activités de reboisement seront mises en œuvre dans le cadre des filets de sécurité dans le Trarza où de bons résultats ont déjà été enregistrés. Une amplitude limitée de ces programmes et l'emploi de partenaires ayant une bonne expérience dans le domaine (ECODEV, GIZ, ACF) garantira une mise en œuvre adéquate.

47. *Logistique :* Le port de Nouakchott sera employé pour les importations. Une augmentation des moyens de transports lourds est nécessaire compte tenu du doublement des importations et du pré-positionnement à l'intérieur du pays. Pour cela, le PAM Mauritanie rapatriera les camions prêtés au PAM Niger, prévoit des camions additionnels et envisage

[49] Les premières discussions avec les ministères techniques parlent d'une subvention de 50 pour cent.
[50] l'EPCV 2008 (Enquête sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages).
[51] Limité dans le cadre des SAVS car le taux de décapitalisation est relativement rapide (rôle d'origine des SAVS).
[52] ACF-E, GRET, World Vision.
[53] D'autre part la BMCI transmettra au PAM les listes récapitulatives des transferts pour contrôler les montants transférés à la base.

d'installer des entrepôts temporaires pour éviter la saturation de ses entrepôts. Une actualisation de l'évaluation des capacités logistiques est planifiée pour janvier 2012.

48. *Achats:* Le blé sera acheté au niveau international, compte tenu notamment du peu de réserve céréalière dans la région. Si possible, des contrats devront être négociés en anticipation avec les minoteries de Nouakchott afin de s'assurer de la limitation des coûts de transformation pour les ménages bénéficiaires. La transformation du grain en farine dépendra des disponibilités et des conditions de stockage.

SUIVI DES RESULTATS

49. L'opération d'urgence impliquera un suivi renforcé par le personnel du PAM depuis les trois sous-bureaux et à partir du bureau de pays. Des rapports de distribution et de post-distribution seront élaborés en collaboration avec les partenaires coopérants. Les rapports nutritionnels se fonderont sur des données de base collectées dans les CRENAMS. Des évaluations nutritionnelles auront lieu régulièrement dans les zones ciblées; une enquête nutritionnelle aura lieu avec l'UNICEF et le partenaire national à mi-parcours et en fin d'opération. Pour renforcer le suivi et évaluation de cette opération, le PAM a budgétisé le personnel nécessaire y inclus pour la participation aux missions d'enquête, de suivi et évaluation.

50. Cette opération d'urgence se basera sur les indicateurs de suivi et évaluation standards du PAM pour s'assurer de l'évolution positive des activités et des effets sur les bénéficiaires. Les partenaires coopérants seront impliqués dans le processus de collecte de données qui sera contrôlé par les agents du PAM. Les résultats des évaluations seront partagés avec les autorités.

51. Les partenaires coopérants fourniront des rapports mensuels concernant les activités mises en œuvre et les distributions. Les moniteurs du PAM visiteront les points de distribution et évalueront les prix sur les marchés grâce à l'outil « TRAM ».[54] Le personnel du PAM soumettra des rapports mensuels portant sur les analyses de résultats et progrès, mesurant les indicateurs, problèmes rencontrés et points à discuter. Des suivis post distributions seront effectués par le PAM et les partenaires opérationnels. Une étude de référence ainsi que des évaluations intermédiaires et finales sont prévues dans le cadre de cette intervention.

52. En parallèle, le PAM s'adjoindra des enquêteurs indépendants pour une plus grande neutralité des résultats (déjà formés et identifiés par le PAM) et afin de corroborer l'évolution positive des activités et la sécurité alimentaire des ménages.

STRATEGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITES

53. Les activités de l'opération d'urgence n'impliquent pas une reprise en main de celle-ci par le Gouvernement en fin de cycle, mais il sera fortement impliqué dans tout le processus de la conception aux évaluations finales.

54. En fin d'intervention, la possibilité de recourir à une révision budgétaire ou à une intervention prolongée de secours et de redressement est envisagée et tiendra compte de l'impact de la crise sur les moyens de subsistance des populations. Certaines activités VCA (à étudier) seront particulièrement prolongées dans le volet réduction des risques de catastrophes du programme de pays. Une révision budgétaire devrait être envisagée dans le cadre du programme de pays afin d'inclure les transferts monétaires.

[54] Transmission des données par SMS via serveur local PAM.

55. La planification, la mise en œuvre et le suivi et évaluation de la réponse du PAM seront l'occasion d'appuyer le Gouvernement et de renforcer ses capacités, en particulier en matière de gestion des risques et des catastrophes. Le PAM et le CSA continueront à travailler en étroite collaboration pour assurer une meilleure réponse possible.

EVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION D'URGENCE

Evaluation des Risques

56. Le principal risque encouru par l'opération serait de voir l'insécurité alimentaire et nutritionnelle monter en flèche en raison de l'incapacité du Gouvernement à mettre en œuvre son volet propre de l'opération; il en va de même pour la capacité du PAM dépendant des contributions des donateurs pour le financement de son plan d'opération.

57. Le second risque majeur est de devoir réduire l'envergure de l'opération en raison de problèmes de sécurité. Les pays Sahéliens y inclus la Mauritanie sont menacés par des groupes terroristes. A ce jour, le système de Nations Unies et les autres organisations humanitaires minimisent les activités dans le Hodh El Gharbi et Hodh Chargui.

58. Le succès des transferts monétaires est étroitement lié à la disponibilité de vivres sur les marches. La Mauritanie a connu plusieurs crises alimentaires ces dernières années et les expériences montrent qu'il y a des mécanismes naturels d'ajustement portés par les importateurs qui possèdent généralement suffisamment de stocks pour rééquilibrer le manque de disponibilité. Des cas de fraudes et de corruption représentent également un risque pour les transferts monétaires. Le PAM mettra en place des modes de surveillance draconiens pour s'assurer que les bénéficiaires reçoivent les montants prévus. En outre, certains bénéficiaires pourraient utiliser les transferts monétaires pour des dépenses non alimentaires, affectant ainsi l'atteinte des objectifs du projet. Une sensibilisation des bénéficiaires sur leurs droits ainsi qu'un système de suivi rapproché par le PAM et ses partenaires contribueront à identifier rapidement des cas de déviance, de fraude et de corruption permettant la mise en œuvre d'actions correctives. Des comités de plainte, constitués de représentants de bénéficiaires et des chefs de village seront également mis en place comme recours pour les bénéficiaires se sentant lésés. Tout en constituant un facteur dissuasif, cela permettra également d'identifier rapidement des dysfonctionnements et d'agir en conséquence.

59. En ce qui concerne le risque lié à la fluctuation des taux de change, une moyenne annuelle du taux du dollar a été utilisée dans le calcul du montant à payer aux bénéficiaires pour minimiser ce risque. La collecte régulière des prix sur les marchés dans les zones d'intervention permettra d'identifier d'éventuels risques d'inflation. Cependant, il est fort probable que la mise en œuvre des activités du PAM et du plan Emel du Gouvernement, notamment les subventions des prix et la distribution gratuite de vivres (SAVS, boutiques de solidarité) puissent contribuer à stabiliser l'offre et à minimiser la tendance inflationniste.

60. Les marchés, y inclus les flux inter-frontaliers des denrées, jouent un rôle très important dans le choix des activités du PAM. Les risques de limitation des échanges frontaliers (barrières douanières) en particulier avec le Sénégal et le Mali existent bien que les échanges commerciaux continueront sans doute à fonctionner (frontières poreuses). En outre, la Mauritanie a connu des programmes subventionnés en aliments d'ampleur (2002/2003; 2010/2011) qui ont montré leur efficacité. Le CSA, FEWS-NET et le PAM continueront à assurer un suivi des marchés afin d'adapter la stratégie de réponse.

Planification des interventions d'urgence

61. Un exercice de simulation devant permettre la mise à jour du plan de contingence national a permis de mettre en lumière les carences du plan actuel. Une des recommandations portait sur un soutien à l'opérationnalisation du futur Plan de Contingence du Gouvernement 'PANGRC'[55] dans le plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2012-2016. Le suivi des niveaux de sécurité dans le pays est coordonné par le Département de la Sûreté et de la Sécurité des Nations Unies (UNDSS). Par ailleurs, le bureau du PAM dispose de l'outil pilote de planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence (dit '*EPR package*'), basé sur un système de check-liste, par Unité, simplifiant et rendant plus efficace le mécanisme de préparation aux urgences pour le bureau de pays. Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire est la contrepartie du PAM.

MESURES DE SECURITE

62. En vigueur depuis le 1er Janvier 2011, le découpage de la Mauritanie se présente actuellement sous trois niveaux de sécurité. La principale préoccupation en termes de sécurité dans le pays est relative aux activités des groupes terroristes, qui ont eu tendance à augmenter ces dernières années et à se rapprocher de la capitale, notamment des cas de kidnapping. La situation sécuritaire sera minutieusement suivie avec l'appui d'UNDSS et des services de sécurité au niveau national en amont des visites de terrain. La modalité de transfert par téléphonie mobile, à travers des commerçants au niveau des villages retenus réduit le risque d'insécurité pour les bénéficiaires. La zone d'opération, notamment en ce qui concerne les transferts monétaires, est essentiellement considérée comme sûre (Assaba, Guidhimakha, Gorgol, niveaux minimum). Les opérations ayant lieu dans les Hodh (niveaux minimum et modéré) ou en périphérie de Nouakchott (Brakna) seront soumises aux précautions et règles instituées en vigueur. Les sous-bureaux et résidence sont déjà alignés avec les normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS)[56] et de sécurité résidentielle opérationnelle (MORSS)[57] respectivement. Un budget spécifique permettra la mise aux normes de véhicules ou entrepôts qui pourraient être inclus dans l'opération ainsi que la contribution aux services d'UNDSS.

[55] Plan d'Action National de Gestion des Risques de Catastrophes
[56] *Minimum Operating Security Standards*
[57] *Minimum Operational Residential Security Standards*

RECOMMANDATION

La Directrice Exécutive et le Directeur Général de la FAO sont invités à approuver l'opération d'urgence proposée (Mauritanie 200333).

APPROBATION

……	…….
Josette Sheeran	José Graciano Da Silva
Directrice Exécutive PAM	Directeur Général FAO
Date: … … … … … … …	Date:……

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
Produits alimentaires[58]	**Quantité (en tonnes)**	**Valeur (en dollars)**	**Valeur (en dollars)**
Céréales	14 751	3 806 661	
Légumineuses	367	174 347	
Huiles et matières grasses	591	935 035	
Aliments mixtes et composés	4 284	2 621 839	
Autres	370	225 101	
Total produits alimentaires	**20 363**	**7 762 983**	
Transferts monétaires		4 928 571	
Transferts bons		00 000	
Total partiel produits alimentaires et transferts			12 691 554
Transport extérieur			2 053 446
Transport terrestre; entreposage et manutention			4 352 934
Autres coûts opérationnels directs			4 131 910
Coûts d'appui directs[59] (voir annexe I-B)			4 495 517
Total coûts directs pour le PAM			**27 725 361**
Coûts d'appui indirects (7%) [60]			1 940 775
COÛT TOTAL POUR LE PAM			**29 666 136**

[58] Assortiment alimentaire théorique établi à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

[59] Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

[60] Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUIS DIRECTS (*en dollars*)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	1 504 292
Administrateurs recrutés sur le plan local	105 000
Agents des services généraux recrutés sur le plan local	467 219
Personnel local temporaire	227 392
Heures supplémentaires (personnel local)	40 000
Primes de risques et primes de sujétion	
Consultants locaux	29 833
Volontaires des Nations Unies	43 187
Voyages officiels du personnel	754 780
Total partiel	**3 171 703**
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	145 026
Charges (électricité, etc.)	86 303
Fournitures de bureau et autres consommables	72 385
Technologies de l'Information et des communications	107 804
Réparation et entretien du matériel	50 246
Exploitation et entretien des véhicules	168 000
Aménagement des bureaux et réparations	120 642
Prestations d'organismes des Nations Unies	50 000
Total partiel	**800 407**
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location des véhicules	61 200
Matériel informatique	303 205
Sécurité locale	159 002
Total partiel	**523 407**
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS	**4 495 517**

ANNEXE II - CADRE LOGIQUE

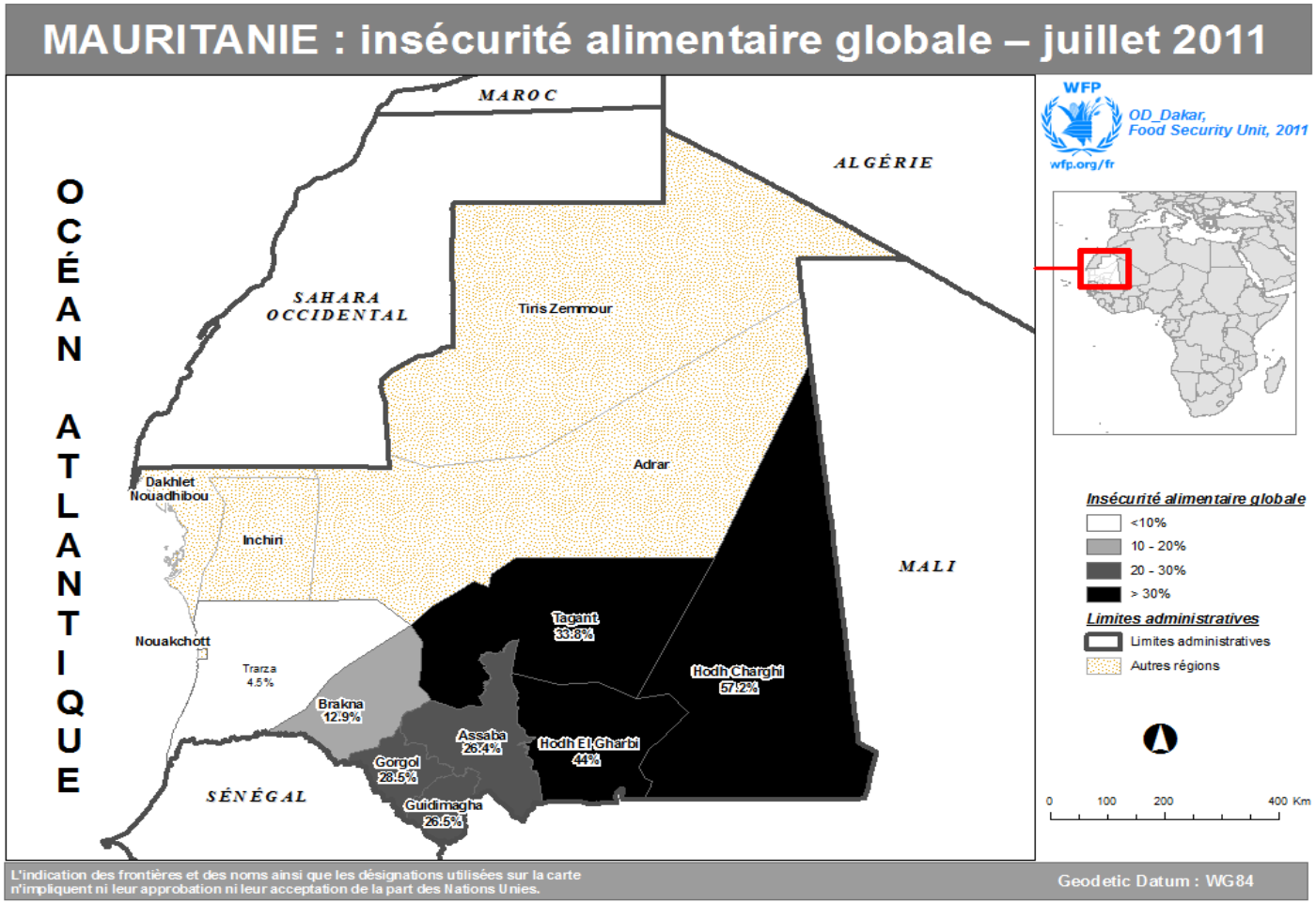
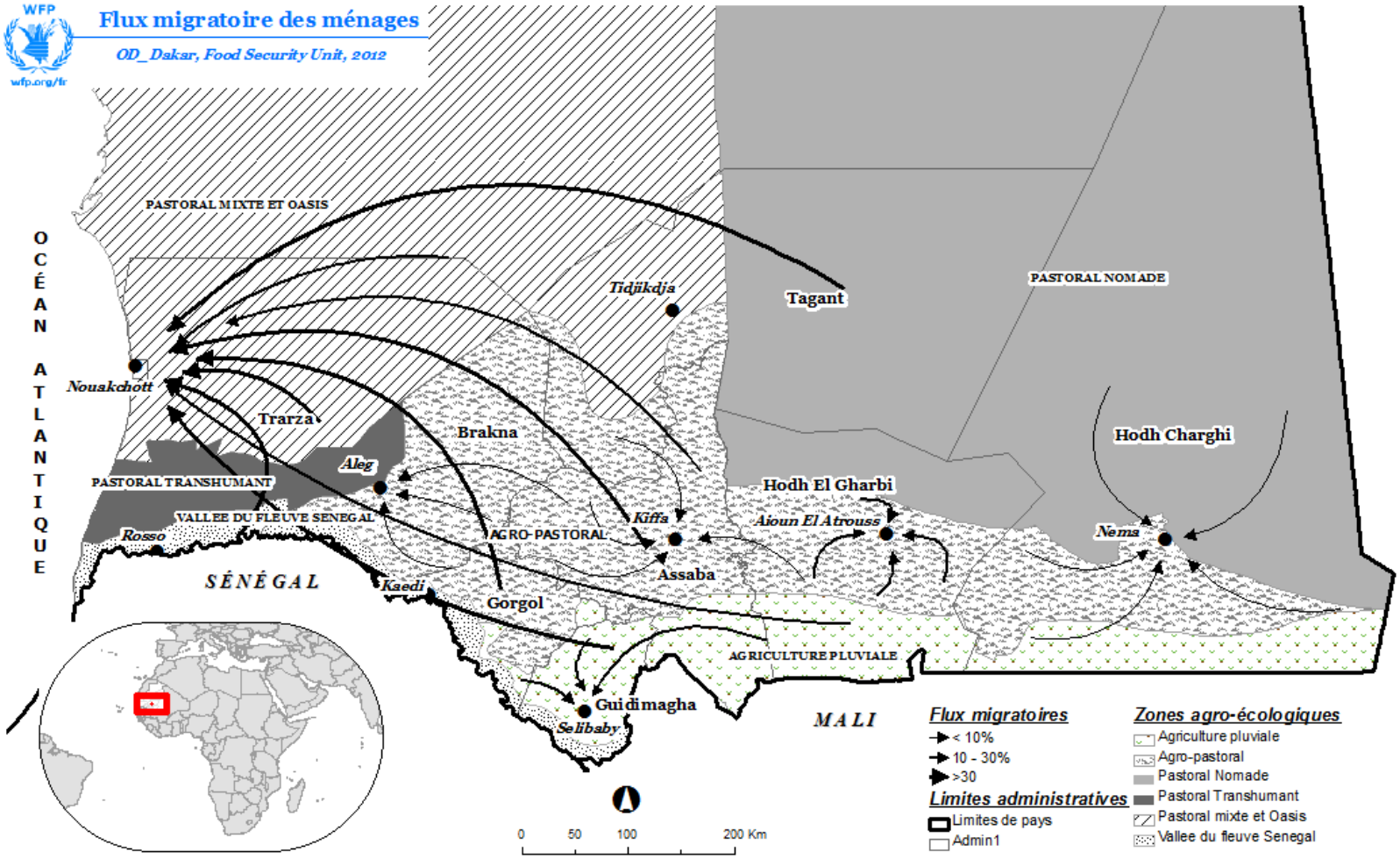
Objectif Stratégique 1: Sauver des vies et les moyens de subsistance en situation d'urgence		
Résultats	**Indicateurs de résultats**	**Risques et hypothèses**
Effet direct 1.1 Amélioration de l'alimentation des groupes ciblés dans le secteur géographique sélectionné	➢ Ratio de ménages souffrant d'un Score de Consommation Alimentaire (Baseline : 24%, cible: 10%)	➢ Niveau de confrontation interethnique reste bas ou n'empêche pas l'accès aux bénéficiaires ➢ Ressources sont suffisantes tout au long de l'opération ➢ Services complémentaires (*WASH – water, sanitation and hygiene*) sont adéquatement délivrés aux populations ➢ Les partenaires gouvernementaux assument leurs taches et responsabilités ➢ Rupture de stocks.
Effet direct 1.2 Stabilisation des taux de malnutrition aigue auprès des enfants de moins de 5 ans dans les zones ciblées	➢ Prévalence de la malnutrition aigue auprès des enfants de moins de 5 ans (cible : sera définie sur la base des résultats de la SMART de décembre 2011). ➢ Prévalence d'un périmètre brachial bas (<125 mm parmi les enfants de 6 à 23 mois bénéficiaires de programme d'alimentation complémentaire de couverture au Gorgol) ➢ Taux de récupération des enfants bénéficiaires des CRENAM (cible: 90%) ➢ Taux d'abandon auprès des enfants bénéficiaires des CRENAM (cible: 10%) ➢ Taux de décès des enfants bénéficiaires des CRENAM (cible: < 3%) ➢ Taux de non-réponse des enfants bénéficiaires des CRENAM (cible: <10%)	

Produit 1.1. et 1.2 Vivres livrés aux bénéficiaires en quantité et qualité suffisante et en condition de sécurité	➢ Nombre de bénéficiaires, hommes, femmes, filles, garçons, recevant à temps les rations par catégorie en pourcentage du nombre total de bénéficiaires ciblés (cible : 100%) ➢ Tonnage de vivres distribué effectivement par rapport à la quantité planifiée, par type de vivres (cible: 100%) ➢ Nombre de SAVS appuyé contre planifié (cible: 1100) ➢ Nombre d'accidents de sécurité pendant les distributions (des espèces et vivres) (cible: 0) ➢ Nombre de CRENAMS appuyés contre planifié (cible : 640) ➢ Nombre de sites VCA appuyés contre planifié (cible : 100)	
Produit 1.3 Transferts monétaires distribués aux bénéficiaires en quantité suffisante et dans de conditions de sécurité	➢ Quantité totale de transferts monétaires en pourcentage par rapport au planifié (cible: 100 %) ➢ Nombre de bénéficiaires recevant des transferts monétaires par sexe contre planifié (cible: 60% femmes)	
Produit 1.4 Augmentation de la responsabilité des femmes dans les comités de distribution	➢ Pourcentage de femmes récipiendaires officielles des rations au nom du ménage aux points de distribution (cible: 50%) ➢ Pourcentage de femme occupant un poste à responsabilité dans les comités de distribution (cible: 50%)	

ANNEXE III - LISTE DES SIGLES

ACF-E	Action Contre la Faim - Espagne
AQMI	Al Qaïda au Maghreb islamique
BMCI	Banque Mauritanienne pour le Commerce International
CILLS	Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse
CRENAM	Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoires pour le traitement de la Malnutrition Modérée
CRENAS	Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Sévères
CRENI	Centre de Récupération Nutritionnelle en interne
CRF	Croix Rouge Française
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DGR	distributions gratuites
EPCV	Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des Ménages
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEWS-NET	*Famine Early-Warning System Network* (Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine)
FSMS	Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire
GRET	Groupe de Recherche et d'Echange Technologique
HEA	*household economy analysis* (Etude de zones de moyens d'existence et des profils socio-économiques)
MOSS	*Minimum Operating Security Standards* – Normes minimales de sécurité opérationnelle
MORSS	*Minimum Operational Residential Security Standards* (Normes minimales de sécurité résidentielle opérationnelle)
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non-gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PANGRC	Plan d'Action National de Gestion des Risques de Catastrophes
PB	périmètre brachial
PP	programme de pays
REACH	ending child hunger and undernutrition
SAVS	Stocks Alimentaires Villageois de Sécurité
SMART	Etude pour mesuré les taux de malnutrition ; Spécifique, Mesurable, Réalisable, Pertinent et Assorti d'un Délai
TRAM	Un outil pour faire de la transmission des données par SMS via serveur local PAM
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VCA	vivres contre actif
WASH	*Water, sanitation and hygiene* (Eau, assainissement et hygiène)

ANNEXE IV – CARTES



CARTE 2 : LES FLUX MIGRATOIRES DES POPULATIONS